

Évaluation de la dynamique des projets d'énergies renouvelables coopératifs et citoyens en Occitanie dans un contexte national et européen en mutation

Rapport final





Avec l'appui technique de :



Date : Janvier 2020
Référence CPI : 0119AREC02

Rédaction :

Benoît Simon – Planète Publique
Médhi Beaugendre – Planète Publique
Carine Dartiguepeyrou
Apolline FAURE – Transitions



Comité de pilotage :

Solen LE ROUX - Région Occitanie
Christelle BEDES – DR ADEME Occitanie
Lilian CARPENNE – ADEME National
Emmanuelle VALY-AREC
Alenka Doulain- EC'LR
Adrienne PERNOT-DUBREUIL – Energie Partagée

SOMMAIRE

| | | |
|----------|--|-----------|
| 1 | INTRODUCTION..... | 4 |
| 1.1 | LE CONTEXTE ENR CC SUR LE TERRITOIRE DE LA REGION OCCITANIE | 4 |
| 1.2 | LES OBJECTIFS DE L'ETUDE | 7 |
| 1.3 | METHODE D'INVESTIGATION..... | 7 |
| 2 | REPONSE AUX QUESTIONS EVALUATIVES | 9 |
| 2.1 | DANS QUELLE MESURE LES MODALITES DE PASSATION, LES EXIGENCES ET OBJECTIFS DES AAP SONT-ILS PERTINENTS POUR REpondre AUX BESOINS DES PORTEURS DE PROJETS (CITOYENS, COLLECTIVITES, ASSOCIATIONS) ET AUX OBJECTIFS REGIONAUX EN MATIERE DE DEVELOPPEMENT DES ENR ? | 9 |
| 2.2 | DANS QUELLE MESURE LES MODALITES DE PARTENARIAT ENTRE LA REGION, L'ADEME, ECLR SONT-ELLES COHERENTES POUR REpondre AUX OBJECTIFS DES AAP ? | 12 |
| 2.3 | LES MODALITES DE L'AAP S'ARTICULENT-ELLES AVEC LES AUTRES DISPOSITIFS DE SOUTIEN FINANCIER ET TECHNIQUE A L'Echelle LOCALE, REGIONALE ET NATIONALE POUR LE DEVELOPPEMENT DES PROJETS D'ENR COOPERATIFS ET CITOYENS ? | 13 |
| 2.4 | QUELS SONT LES IMPACTS IDENTIFIES SUR LES TERRITOIRES ? | 14 |
| 3 | CONCLUSIONS..... | 17 |
| 4 | RECOMMANDATIONS..... | 19 |
| 4.1 | ELEMENTS PROSPECTIFS ISSUS DE L'ANALYSE EXTRA-REGIONALE..... | 19 |
| 4.2 | LE SCENARIO DE RECOMMANDATIONS ENVISAGE..... | 21 |
| 4.3 | LE SYSTEME DE SUIVI DU DISPOSITIF A METTRE EN PLACE | 26 |
| 5 | ANNEXE..... | 30 |
| 5.1 | LISTE DES ENTRETIENS DE CADRAGE | 30 |
| 5.2 | BIBLIOGRAPHIE | 30 |

1 Introduction

1.1 Le contexte ENR CC sur le territoire de la Région Occitanie

L'Occitanie est une région en pointe dans le domaine des énergies renouvelables du fait du caractère exceptionnel des gisements éolien, solaire et biomasse dont elle dispose. Elle figure dans le peloton de tête des régions françaises pour la puissance photovoltaïque installée (1 800 MW en 2018), et pour la production d'énergie éolienne (1 526 MW en 2018)¹.

Cependant, **le développement des projets d'énergies renouvelables a été ralenti**, certes du fait d'une conjoncture économique peu favorable, mais aussi de **difficultés d'acceptation des projets au niveau local**. S'est ainsi développée la volonté d'une plus forte appropriation de ces projets par les citoyens et d'une amélioration des retombées économiques pour les territoires.

Les projets d'énergies renouvelables coopératifs et citoyens (EnrCC), associant collectivités, citoyens, agriculteurs et autres acteurs locaux, sont dans ce contexte **une réponse adaptée** pour :

- 1) optimiser les retombées économiques locales en mobilisant l'épargne locale ;
- 2) faciliter l'appropriation des projets énergétiques par les élus et les citoyens ;
- 3) garantir un ancrage local permettant de maîtriser et d'optimiser les besoins du territoire.

C'est pourquoi la Région et l'ADEME soutiennent le développement de ce type de projets depuis 2014 au travers d'un appel à projet (AAP). Pour accompagner l'émergence et la montée en compétences de porteurs de projets, l'ADEME et la Région s'appuient sur l'Association ECLR (Energies Citoyennes Locales et Renouvelables en Occitanie), pour l'organisation de sessions de formations, le développement d'outils méthodologiques et la valorisation des bonnes pratiques en Région, dans la perspective de mutualiser leurs expériences.



Figure 1 Contexte de mise en place de l'AAP

¹ Sources : Observatoire Régional de l'énergie en Occitanie (OREO)

Grâce à ce dispositif, **la Région et l'ADEME mobilisent différents outils d'intervention complémentaires**. Les projets lauréats peuvent ainsi bénéficier :

- **d'une aide à la décision** (jusqu'à 35 000 € par lauréat pour des études de faisabilité notamment) subventionnée par l'ADEME et la Région;
- **d'une aide à l'investissement**, sous forme de prime à la participation citoyenne, à hauteur de 1 € de subvention de la Région pour 1 € investi par le citoyen (jusqu'à 100 000 € par porteur de projets) ;
- d'un appui à l'émergence du projet initié et maîtrisé par les citoyens et collectivités proposé par l'association ECLR (Énergies citoyennes locales et renouvelables). **Cet accompagnement personnalisé comprend une série d'outils méthodologiques pour l'émergence et une mise en relation avec la communauté régionale de porteurs de projets et acteurs concernés** (collectivités, citoyens, entreprises, agriculteurs, etc.)

Depuis 2014, 4 AAP conjoints Région - ADEME ont permis de soutenir 46 lauréats et près de 70 sociétés de projets rassemblant 3000 citoyens de la Région et 40 collectivités. Les 16 projets déjà en service représentent une production de près de 13 GWh (chiffre 2017). Ils complètent les autres projets ENR citoyens qui se développent en Région, sans avoir candidaté ou bénéficier du soutien par l'appel à projet.

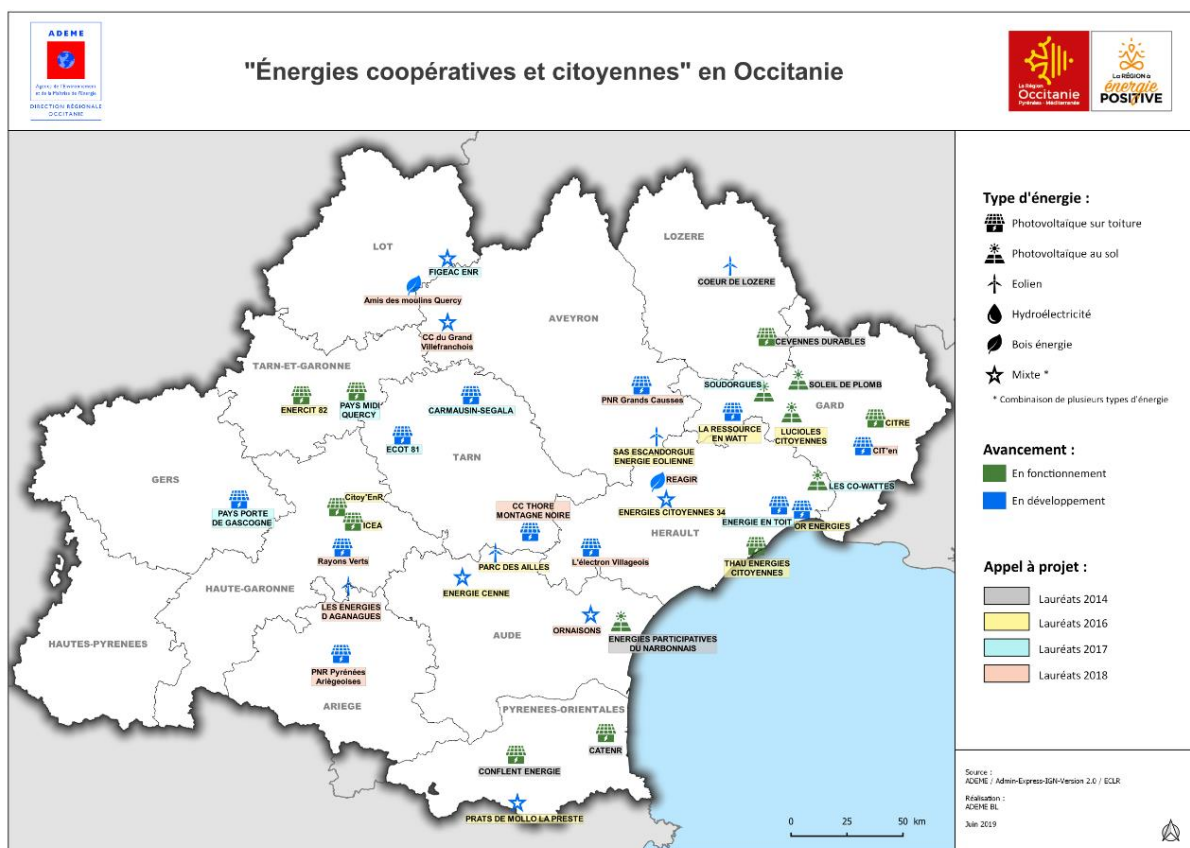


Figure 2 Carte des projets EnRCC en Occitanie

Les projets photovoltaïques sont majoritaires. (63% des projets dont plus des $\frac{3}{4}$ en toitures), du fait d'un modèle éprouvé et d'une plus grande rapidité de développement. 9% des projets sont des projets éoliens, et 11% des projets hydrauliques. Un projet prévoit la mise en place d'un réseau de chaleur alimenté par bois énergie et 15% des projets combinent plusieurs EnR.

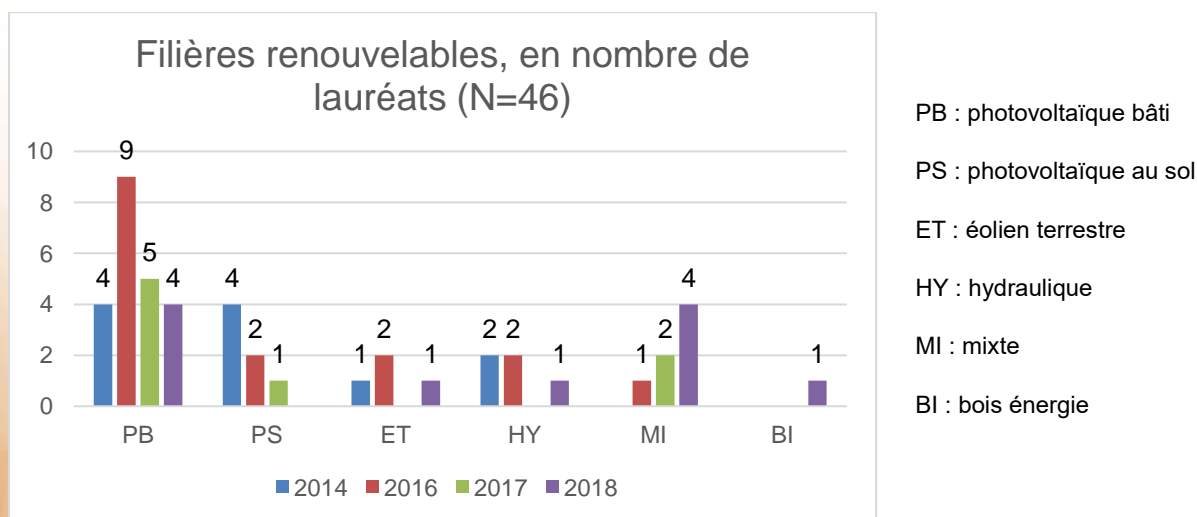


Figure 3 Répartition des projets par filières ENR

1.2 Les objectifs de l'étude

L'étude s'inscrit dans plusieurs objectifs :

- **Faire le bilan de 5 ans de soutien** à la filière des projets d'énergie renouvelables coopératifs et citoyens
- **Evaluer l'atteinte des objectifs** attachés au dispositif d'aides
- **Identifier les conditions d'un développement plus ambitieux** de cette filière notamment par une mobilisation accrue des acteurs (collectivités, entreprises, citoyens, associations, etc.) dans un cadre de plus grande autonomie vis-à-vis des soutiens financiers publics.

1.3 Méthode d'investigation

Concrètement, l'évaluation a été structurée autour de trois grandes phases et correspondant à 3 livrables de cette étude :

1) La définition du cadre évaluatif et de la méthode d'évaluation :

- 8 entretiens de cadrage
- Une analyse documentaire
- Un bilan quantitatif de l'AAP
- La caractérisation de la logique d'intervention (diagramme de logique d'impact) de l'AAP
- Un sociogramme
- L'élaboration du référentiel d'évaluation

➔ Livable 1 : Note Méthodologique

2) La conduite des investigations et des analyses

- Une enquête en ligne auprès des porteurs de projets EnRCC occitans (53 réponses)
- 10 entretiens d'acteurs autour de 3 projets régionaux : ICEA (31), Watt Citoyens (30), Cat ENR (66)
- Une analyse comparative infra régionale et interview de développeurs de projets (Valorem, Vol-V, Luxel)
 - Une analyse comparative extra régionale (Auvergne-Rhône Alpes, Ile-de-France, Nouvelle-Aquitaine et Ecosse)
 - Une analyse d'impacts économiques des projets EnRCC en Occitanie selon la méthodologie² d'Énergie Partagée
 - 2 ateliers avec les porteurs de projets EnRCC à Montpellier et Toulouse rassemblant 33 personnes

² La note méthodologique est disponible dans le livrable 2

→ Livrable 2 : Bilan des Investigations

3) Restitution et formalisation des livrables :

- Un atelier prospectif a eu lieu avec les membres du Comité de pilotage de l'étude pour l'élaboration des recommandations, à la suite des 1ères Assises Nationales des Energies Renouvelables Citoyennes qui se sont tenues le 10 décembre 2019 à Montpellier.

→ Livrable 3 : Synthèse finale / objet du présent document

2 Réponse aux questions évaluatives

2.1 Dans quelle mesure les modalités de passation, les exigences et objectifs des AAP sont-ils pertinents pour répondre aux besoins des porteurs de projets (citoyens, collectivités, associations) et aux objectifs régionaux en matière de développement des ENR ?

L'AAP intervenant à la fois au sein des phases d'émergence, de développement et d'investissement des projets, l'analyse de pertinence des modalités de passations, des exigences et objectifs de l'AAP a principalement été réalisée au regard de ces trois phases.

Dans le cadre de la phase d'émergence, les besoins des porteurs n'ont pas fait l'objet d'un travail d'identification préalable à l'AAP. Pour autant, ces besoins semblent bien couverts (globalement et dans l'évolution des AAP). En effet, les besoins en matière d'information et de compréhension sur les étapes de mise en œuvre d'un projet EnRCC ont été couverts par ECLR (historiquement porté en 2014 par Enercoop Languedoc Roussillon). L'accompagnement par ECLR dans la phase d'émergence a globalement permis de répondre aux sollicitations des porteurs de projets interrogés.

Les aides à la décision (ou « études de faisabilité ») qui sont mobilisées dans le cadre de cette phase sont également considérées comme pertinentes par les porteurs de projets dans la mesure où elles contribuent à soutenir la dynamique d'émergence du projet, notamment au travers du financement d'études.

Pour la majorité des porteurs de projets, les aides à la décision ont été utiles pour réaliser des études et mener des actions de communication sur les projets.

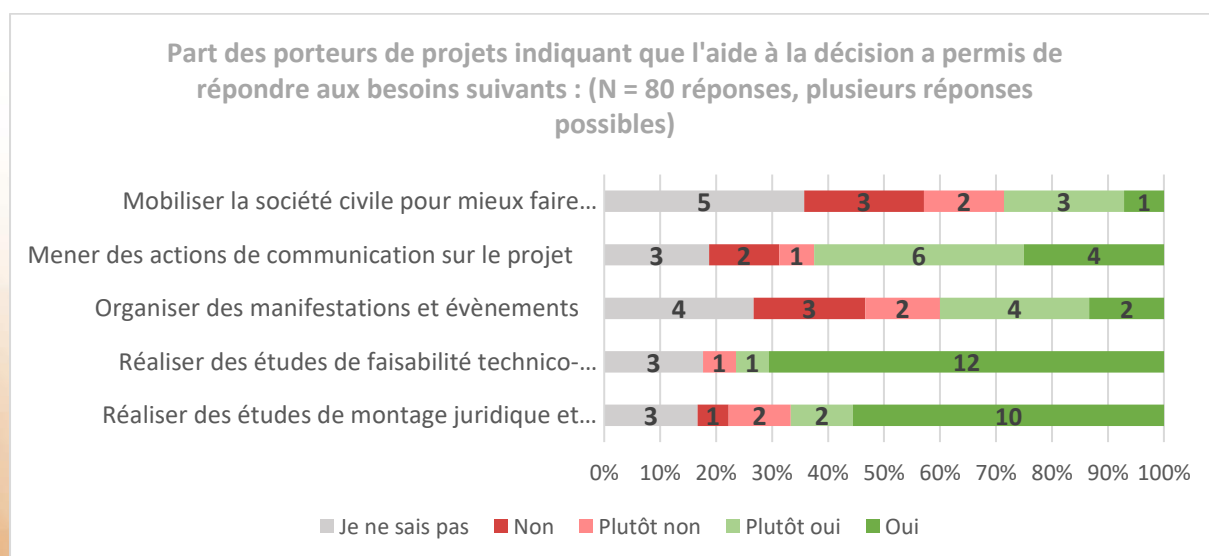


Figure 4 Rôle de l'aide à la décision

- Dans la phase de développement, l'accompagnement par ECLR est très largement apprécié par les porteurs de projets. Selon l'ensemble des porteurs de projets, il a permis d'appréhender les grandes étapes et la méthodologie des projets citoyens d'ENR. Pour 75% d'entre eux, l'accompagnement leur a également permis de se

former sur les aspects administratifs et techniques de la gestion d'une société. A l'inverse, pour 77% des porteurs de projets, l'accompagnement d'ECLR n'a pas permis d'identifier des pistes et gisements locaux de valorisation d'énergies. Pour autant, il convient de préciser que ces missions ne sont pas des prérogatives directes d'ECLR et que la recherche de foncier pour le développement des EnR est réalisée soit par la mise à disposition de toitures ou terrains par les collectivités l'accompagnement technique par le biais d'études de potentiels ou de faisabilité de projet n'est pas le cœur d'accompagnement initial du réseau.

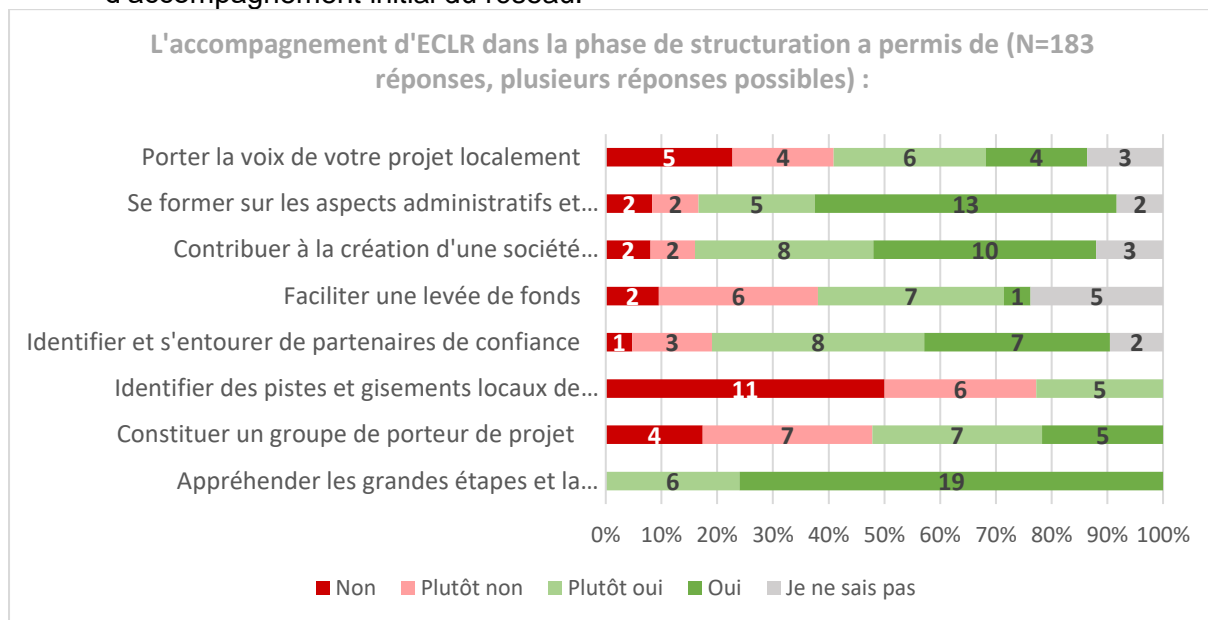


Figure 5 Rôle de l'accompagnement d'ECLR dans la phase de structuration

Sur la phase d'investissement, la prime de la Région à la participation est également considérée comme pertinente, notamment pour renforcer les capacités d'investissement du projet et pour mobiliser la participation financière des citoyens.

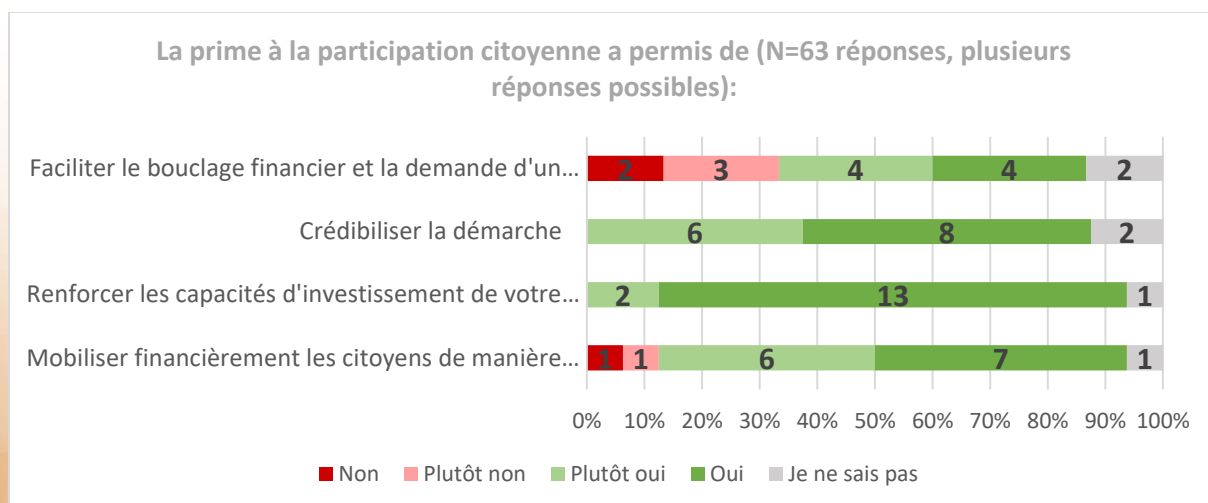


Figure 6 : Rôle de la prime à la participation citoyenne

En finalité, l'accompagnement d'ECLR est crucial pour les porteurs de projet et les aides déterminantes. Sans ces modalités, les projets auraient eu plus de difficultés à se concrétiser (**effet déclencheur**) et auraient mis plus de temps (**effet accélérateur**).

Pour autant, les projets soutenus dans le cadre de l'AAP EnRCC contribue à la dynamique de trajectoire « Région à Energie Positive » mais ne visent pas, aujourd'hui directement les objectifs quantitatifs (réduire de 40 % les consommations d'énergie en 2050 et multiplier par 3 la production d'ENR par rapport à 2015...) qui est davantage posée comme contexte dans les AAP depuis 2017 (les AAP 2014 et 2016 ont été lancés avant RéPOS) (la stratégie RéPOS étant par ailleurs postérieures au 1^{er} appel à projet).

Les objectifs en matière d'économie sociale et solidaire sont d'ailleurs le plus souvent évoqués par les porteurs de projets plutôt que les objectifs quantitatifs de REPOS.

2.2 Dans quelle mesure les modalités de partenariat entre la Région, l'ADEME, ECLR sont-elles cohérentes pour répondre aux objectifs des AAP ?

Le questionnaire et les entretiens réalisés avec les porteurs de projets ont permis de souligner l'existence d'une vision commune et partagée des différents partenaires sur les AAP. Pour autant, les objectifs de l'AAP restent faiblement explicités afin de juger clairement de l'atteinte de ces derniers.

Le partenariat ADEME/Région est perçu comme fonctionnant bien même si la répartition des aides n'est parfois pas très lisible pour les porteurs de projet. Ce manque de lisibilité s'explique notamment par l'existence de deux dossiers de demande de subventions distincts Ademe et Région. A cet égard, 96% des porteurs de projets du questionnaire jugent qu'il y a un positionnement stratégique commun (vision partagée de l'intérêt du développement des EnR à gouvernance locale) sur les AAP entre la Région et l'ADEME.

L'articulation entre l'ADEME, la Région et ECLR est également cohérente dans la mesure où l'accompagnement d'ECLR permet d'être un relais auprès des porteurs de projets sur le terrain. **ECLR est ainsi perçu comme un facilitateur de développement des projets.**

Les ateliers réalisés avec les porteurs de projets à Montpellier et Toulouse ont toutefois permis de souligner l'existence de confusion et des difficultés de compréhension pour ces derniers au regard des démarches administratives à faire pour solliciter les aides.

2.3 Les modalités de l'AAP s'articulent-elles avec les autres dispositifs de soutien financier et technique à l'échelle locale, régionale et nationale pour le développement des projets d'ENR coopératifs et citoyens ?

La visibilité des cadres d'intervention des collectivités locales est assez faible pour les porteurs de projets d'où une difficulté à considérer leur complémentarité avec les objectifs de l'AAP.

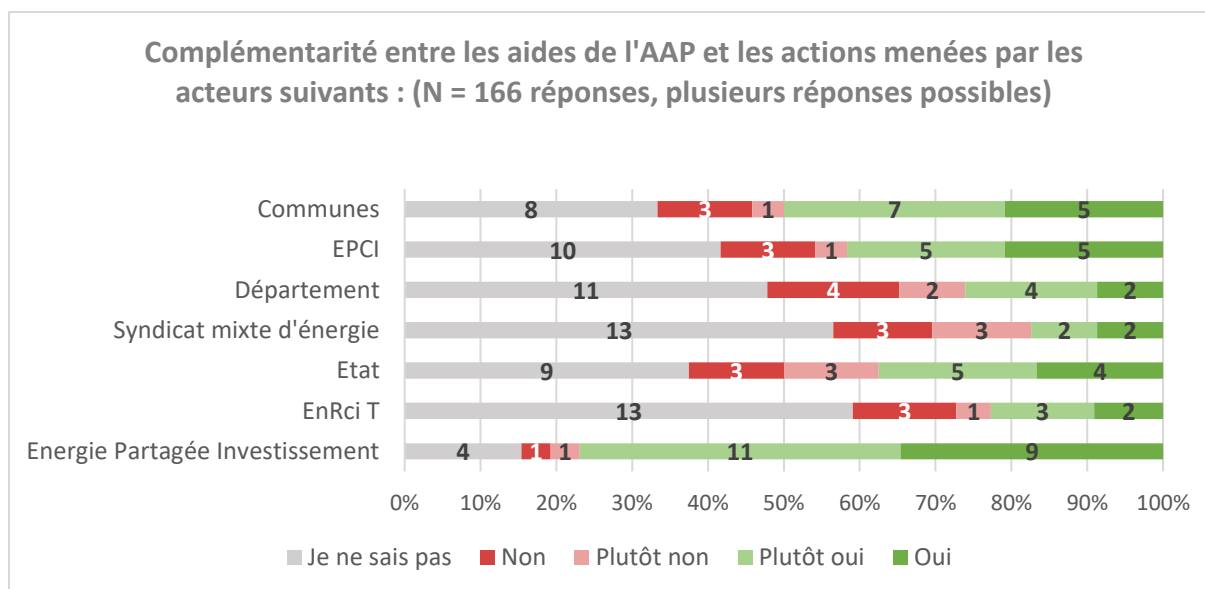


Figure 7 Complémentarité entre les aides de l'AAP et les actions menées par les acteurs suivants :

La complémentarité apparaît cependant moins lisible entre le dispositif de soutien de l'AAP et le rôle des syndicats mixtes d'énergie, de l'État et de l'outil financier EnRciT³ (depuis 2018) puisqu'une majorité de porteurs de projets indique ne pas connaître ou ne pas percevoir de complémentarité entre ces structures ou outils et l'AAP. En revanche, la complémentarité avec Energie Partagée Investissement est considérée comme positive.

Pour autant, l'absence d'autre mécanisme de financement à l'échelle locale limite les capacités à générer un effet levier auprès des projets existants. Le principal point de blocage évoqué lors des entretiens réalisés relève d'une faible visibilité (connaissance) des projets EnrCC auprès des élus.

³ Dispositif d'appui aux projets citoyens d'énergies renouvelables pour tous les territoires opérés par Energie Partagée Coopérative et doté de 10 millions d'euros. Plus d'info : <https://www.ecologique-solidaire.gouv.fr/enrcit-10-millions-deuros-nouveau-dispositif-dappui-aux-projets-citoyens-denergies-renouvelables>

2.4 Quels sont les impacts identifiés sur les territoires ?

Les impacts économiques

Les modalités de calcul de l'impact économique des projets (filiales photovoltaïque et éolienne uniquement) ont été réalisées selon la méthodologie développée par Energie Partagée⁴.

Pour les 39 projets (filiales photovoltaïque et éolienne) en fonctionnement ou en développement et qui sont subventionnés en études et investissement dans le cadre de l'AAP, le montant des retombées économiques locales est estimé à 66 millions d'euros. Il s'agit plus précisément de 14 millions d'euros en phase amont du projet (prestations intellectuelles) et de 52 millions d'euros en phase d'exploitation sur une durée moyenne de 20 ans (loyers, fiscalité locale, maintenance et revenus générés par l'investissement). Plus globalement, pour 1€ de subvention apporté par l'ADEME et la Région (aide à la décision et prime citoyenne) il y a 50 € de retombées locales soit :

- 10€ sur les prestations d'étude
- 10€ sur la fiscalité
- 6€ de loyers
- 10€ pour la maintenance
- 15€ de revenus générés par les investissements des acteurs locaux (disponibles pour être distribués et utilisés dans l'intérêt du territoire)



Figure 8 Impacts économiques des projets

⁴ L'étude réalisée par Energie Partagée et publiée à l'occasion des Assises EnR CC le 10 Décembre à Montpellier est consultable <https://energie-partagee.org/wp-content/uploads/2019/12/Note-technique-Etude-Retombees-eco-Energie-Partagee.pdf> dans le livrable 2

Les impacts sociaux et sociétaux

La sensibilisation des citoyens aux questions de transition énergétique des collectivités territoriales concernées sont les principaux impacts pré-identifiés par les porteurs de projets en phase d'émergence des projets. En complément, plusieurs porteurs de projets évoquent la nécessité de « convaincre », dès la mise en œuvre du projet, les citoyens et les collectivités de l'intérêt de la démarche pour permettre leur sensibilisation et appropriation.

Les projets déployés ont souvent un impact structurant sur la politique énergétique locale (identification d'un interlocuteur dédié aux porteurs de projet notamment) et cela est sans doute lié au fait que 90% des porteurs de projets en fonctionnement ou en développement sont intervenus dans les instances des collectivités locales (à leur initiative ou à la demande des collectivités). A ce titre, plusieurs porteurs de projets ont évoqué l'émergence d'une réflexion et d'une démarche en faveur de la transition énergétique auprès des collectivités sociétaires ou sensibilisées.

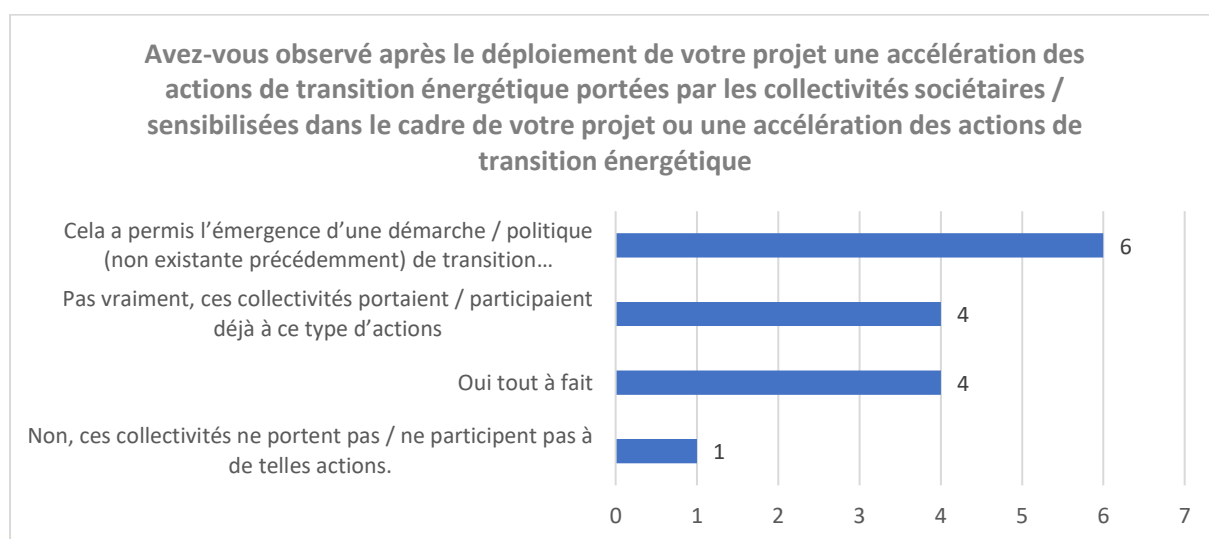


Figure 9 Accélération des actions de transition énergétique portées par les collectivités sociétaires / sensibilisées

Les impacts en matière de mobilisation des acteurs sont également importants. En moyenne, 30 événements d'information et de communication sont organisés par projet (analyse faite pour les projets en fonctionnement). Ils sensibilisent en moyenne 1 400 personnes aux questions de transition énergétique et se traduiraient selon 50% d'entre-eux par des actions individuelles.

Par ailleurs, la majorité des porteurs de projets estime que le déploiement/la mise en œuvre du projet a globalement permis une montée en compétences des citoyens sociétaires.

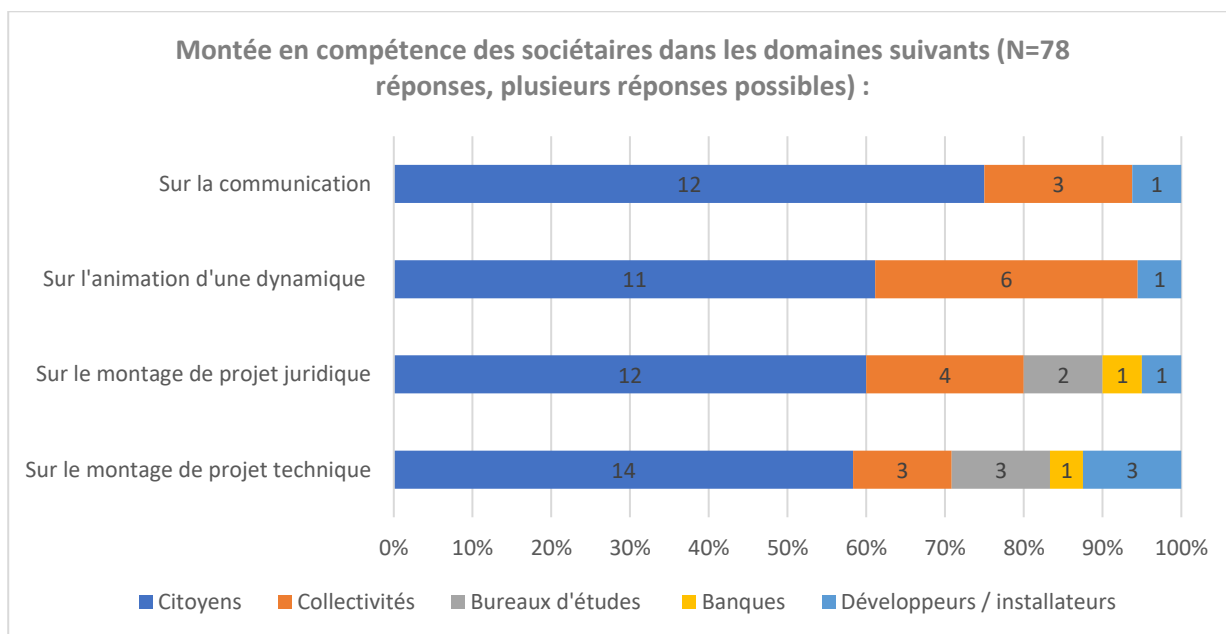


Figure 10 Montée en compétences des sociétaires

Au-delà de l'aspect « montée en compétences », les porteurs de projets ont également indiqué que la mise en œuvre de leurs projets a permis plusieurs types de sollicitations, notamment auprès des journalistes pour la rédaction d'articles mais également auprès de collectivités et collectifs pour des retours d'expériences sous la forme de témoignage.

Pour autant, le modèle socio-économique actuel ne permet pas systématiquement d'initier une dynamique d'entraînement et de multiplication des projets par les premiers lauréats. En effet, les porteurs de projet ne vont pas systématiquement investir du temps pour des retours d'expérience nécessaires à une dynamique d'entraînement. Le modèle économique repose davantage sur du bénévolat, voire sur une personne - le plus souvent à la retraite - plutôt qu'un collectif.

Dans la majorité des cas, les projets n'ont pas de visée de rentabilité ni de volonté de massification, mais sont l'expression de démarches territoriales portées par des collectivités ou des associations de préfiguration à la société de projet, dont certaines sont par ailleurs portées par un noyau dur, composé d'un petit nombre d'individus moteurs. Ce modèle basé en grande majorité sur le bénévolat, a, à cet égard des avantages mais présente aussi des limites. A ce titre, la Région et l'Ademe ont décidé à titre expérimental, de subventionner un poste sur une durée de deux ans, pour permettre à l'Association « les Survoltés d'Aubais » (qui a réalisé un des premiers parcs citoyens PV au sol en France inauguré en 2018) en partenariat avec les CoWattés de tester une démarche d'opérateur de production d'EnR citoyenne sur le Sud du Gard / Est Hérault, avec pour objectif de générer et d'accompagner le montage opérationnel de projet à gouvernance locale et à terme de maintenir cet emploi sans subvention publique.

3 Conclusions

L'Occitanie : fer de lance sur le sujet des EnRCC en France

Avec une démarche initiée en 2014, la Région Occitanie est l'une des premières Région en France à avoir développé un dispositif de soutien spécifique pour l'accompagnement des projets EnRCC. A cet égard, la dynamique régionale des projets reste beaucoup plus importante par rapport aux autres Régions françaises. A ce jour, 90 projets (50 collectivités territoriales impliquées) sont recensés en Occitanie (dont 20 projets en fonctionnement) et 46 sont lauréats du dispositif (49 à date mais les trois derniers n'étaient pas inclus dans l'étude). A l'échelle nationale, il s'agit de 40% des projets identifiés en Occitanie (250 projets identifiés par Energie Partagée).

Un dispositif globalement pertinent au regard des besoins des porteurs mais qui nécessite une clarification de ses objectifs stratégiques

L'accompagnement réalisé dans le cadre du dispositif demeure crucial pour les porteurs de projet notamment afin que ces derniers puissent identifier et anticiper les différentes étapes de mise en œuvre du projet. Les aides du dispositif sont également déterminantes dans la mesure où sans ces dernières les projets auraient plus de mal à se concrétiser (effet déclencheur) et à se développer (effet accélérateur). Toutefois, bien que le dispositif réponde aux attentes et besoins des porteurs, la contribution de ce dernier à la réponse aux enjeux et objectifs REPOS est questionnable. En effet, l'AAP (à lui tout seul) ne permet pas directement de s'attaquer aux EnR qui font l'objet de moins d'acceptabilité (ex : éolien). Par ailleurs, avec une majorité de projets de petites puissances accompagnées (PV) et qui n'ont pas d'objectif d'essaimage, l'effet « massificateur » en matière de puissance installée reste limité dans l'optique de la stratégie région à énergie positive. Plus globalement, les objectifs stratégiques des projets EnRCC restent encore à définir que cela soit vis-à-vis de la stratégie REPOS mais également en matière de mobilisation citoyenne.

Un dispositif de soutien qui reste globalement cohérent dans ses modalités

En matière de cohérence interne, il existe une bonne articulation entre les différentes modalités du dispositif bien que toutefois certaines formalités administratives puissent être confuses pour les porteurs de projets. En revanche les objectifs du dispositif restent insuffisamment explicités pour juger de la bonne adéquation de l'AAP aux objectifs visés.

Le dispositif apporte une plus-value par rapport aux projets classiques, toutefois l'articulation reste insuffisante avec les acteurs infra-régionaux.

Le dispositif permet une complémentarité de facto avec des projets classiques car les projets citoyens permettent d'explorer des projets qui ne seraient pas portés par des développeurs. En revanche, les synergies et les modalités d'articulation entre le dispositif et les collectivités territoriales, syndicats mixtes, département restent faibles à l'échelle régionale.

Des impacts socio-économiques importants à l'échelle régionale

Les impacts sociétaux des projets se traduisent avant tout par les mécanismes de sensibilisation des parties prenantes. Il faut ainsi mettre en avant qu'un projet représente en moyenne environ 1 400 personnes sensibilisées, 30 événements sur les territoires, 200 actionnaires citoyens.... Pour autant au-delà de la sensibilisation, l'objectivation de l'impact sociétal des projets reste difficile à caractériser notamment en ce qui concerne l'identification des changements de comportement auprès des citoyens ou bien la mise en place de nouveaux projets en faveur de la transition énergétique par les collectivités. D'une part, les liens sont trop indirects entre ces projets et les changements de comportement et d'autre part ces changements interviennent sur un temps long, qui se situe au-delà de l'échéance de l'évaluation.

Des impacts économiques importants à l'échelle régionale

Les impacts financiers restent remarquables : les 39 projets lauréats EnRCC en Occitanie – en fonctionnement et en cours de développement – PV et éoliens - devraient permettre de générer 66 millions d'euros en Région sur l'ensemble de leur durée d'exploitation (20 ans en moyenne).

Toutefois, le modèle socio-économique ne permet pas systématiquement d'initier une dynamique d'entraînement et de multiplication des projets par les premiers lauréats à l'échelle régionale. En effet, le modèle économique repose sur du bénévolat, voire sur une personne-leader, le plus souvent à la retraite, plus qu'un collectif. Dans la majorité des cas, les projets n'ont pas de visée de rentabilité ni de volonté de développement fort, mais sont l'expression de démarches territoriales ou d'initiatives associatives, certaines étant parfois portées par un « noyau dur », composé d'un petit nombre d'individus moteurs.

4 Recommandations

4.1 Éléments prospectifs issus de l'analyse extra-régionale

Un benchmark à l'échelle de la France et de l'Europe a été réalisé afin d'ouvrir plusieurs perspectives pour la démarche de soutien aux projets EnR citoyens menée par la Région et l'ADEME en Occitanie.

Les résultats synthétiques du benchmark sont présentés ci-dessous :

| COMPARAISON DES DÉMARCHES ÉTUDIÉES | | | | |
|--|--|--|---|---|
| | RÉGION AURA - AAP « PROJETS PARTENARIAUX DÉCENTRALISÉS » (depuis 2017) | RÉGION IDF - AAP « 100 PROJETS CITOYENS » (depuis 2018) | RÉGION NA - AAP « PROJETS PARTICIPATIFS ET CITOYENS » (depuis 2018) | ÉCOSSE - CARES (depuis 2009) |
| CONTEXTE REGIONAL | Rhône-Alpes : dynamique vive des Centrales Villageoises, émergence de nombreux projets « autoportants » Auvergne : très faible dynamique | Absence de dynamique : quelques collectifs très engagés post-COP 21 mais pas d'aboutissement des projets (difficulté à trouver des modèles économiques pérennes) | Faible dynamique : émergence de quelques projets, peu d'aboutissement. | Développement dynamique des EnR et de projets participatifs depuis le début des années 2000. |
| BESOINS IDENTIFIÉS | <ul style="list-style-type: none"> Compenser la baisse des tarifs d'achat pour équilibrer le modèle économique des projets existants Amorcer des démarches dans les territoires et susciter des effets locaux d'investissement et d'entraînement | <ul style="list-style-type: none"> Compenser les coûts d'entrée dissuasifs pour les porteurs de projets (ex : études, installation...) Suppléer les dispositifs existants (tarifs d'achat) insuffisants | <ul style="list-style-type: none"> Réduire les risques pour les projets citoyens : réduction des coûts d'études initiales et des risques liés au financement du développement Aider les porteurs de projets à avancer vers la concrétisation | <ul style="list-style-type: none"> Abattre les obstacles au développement des projets citoyens : réduire les risques financiers en phase de développement, permettre aux projets de sécuriser des fonds |
| ÉLABORATION / GOUVERNANCE DE L'APPEL À PROJETS | Élaboration interne à la Région, appui sur l'expertise d'AURA-EE et validation de l'ADEME. Fonctionnement et instruction assurés par la Région. | Élaboration interne à la Région, discussions avec l'ADEME et l'animateur régional Énergie Partagée. Fonctionnement et instruction assurés par la Région. | Co-écriture de l'AAP par l'ADEME et la Région, instruction commune des dossiers. CIRENA (réseau régional) associé à toutes les décisions. Instruction des dossiers et financement par la Région et l'ADEME (selon l'aide sollicitée) | Politique impulsée et financée par le gouvernement écossais. Dispositif de soutien mis en œuvre (instruction, accompagnement, financement) par Local Energy Scotland, consortium d'associations et réseaux soutenant les projets participatifs / citoyens |
| ÉLIGIBILITÉ DES PROJETS (nature des porteurs, critère citoyen) | Priorité donnée aux projets avec une participation significative des acteurs locaux (40% du capital détenu par des fonds citoyens ou publics) AAP ouvert aux sociétés locales et toute autre structure si participation citoyenne jugée « significative » Toutes filières sauf bois-énergie et méthanisation | Ouvert aux collectifs selon des critères quantitatifs ambitieux de participation citoyenne en termes de gouvernance (droit de vote), de part de capital et du nombre de personnes physiques au capital. Également ouvert aux collectivités souhaitant faire émerger des projets (financement d'études). Toutes filières sauf solaire thermique | AAP ouvert aux projets justifiant « une participation significative des citoyens à la gouvernance du projet ou de la structure », sans critère quantitatif Collectivités éligibles à une « aide à l'animation » Toutes filières | Pas de critère quantitatif pour juger le caractère participatif / citoyen des projets soutenus. Dispositif ouvert à un large panel de structures : associations locales (collectifs citoyens...), sociétés locales et coopératives, collectivités, PME en milieu rural... |
| SOUTIEN APPORTÉ | <ul style="list-style-type: none"> Subvention au développement de projets : 30% d'une assiette de dépenses éligibles : coût des équipements et installations (200 000€ max.) / animation / articulation Pas de dispositif spécifique d'animation. La Région finance par ailleurs 1/3 d'ETP au sein d'AURA-EE pour l'animation collective du réseau AURACLE. AAP complémentaire du dispositif régional STARTER EnR pour l'amorçage des projets (aide aux études et montage) | <ul style="list-style-type: none"> Subvention d'une étude juridique, économique et technique : jusqu'à 80% des montants engagés (100 000€ max.) Subvention à l'investissement, principe 1€ citoyen = 1€ Région (1 000 000€ max.) Animation de la communauté des lauréats effectuée par Énergie Partagée, avec le soutien de la Région / ADEME / Métropole du Grand Paris. Accompagnement dès la candidature à l'AAP. AAP qui s'inscrit dans le cadre du travail de certains porteurs + Énergie Partagée et étude ADEME sur les opportunités de mutualisation entre projets citoyens. | AAP structuré selon la phase d'avancement des projets. <ul style="list-style-type: none"> Phase 0 : aide à la création de structures d'animation (15 000€ max.) Phase émergence : aide à la mobilisation/concertation (20 000€ max.) et aide à la décision juridique et économique (10 000€ max.) Phase développement : aide pour recours à AMO pour les sociétés très majoritairement citoyennes - 90% des parts détenues par des personnes physiques (20 000€ max.) Phase d'investissement : prime à la participation, selon le principe 1€ Région = 1€ citoyen (50 000€ max. par projet ou grappe) Animation assurée par le réseau CIRENA, y compris aide à candidature. AAP qui incite les porteurs à se rapprocher des collectivités, notamment engagées dans la dynamique TEPOS. | 4 dispositifs de soutien : <ul style="list-style-type: none"> Aide au lancement pour des études de faisabilité, consultations, dispositifs de mobilisation/animation (25 000€ max.) Prêt de développement : crédit remboursable pour sécuriser le développement de projets (150 000€ max., taux 10%) Prêt de bouclage : crédit remboursable supplémentaire destiné aux plus gros projets, pour couvrir des coûts additionnels (100 000€ max., taux 10%) Aide à l'innovation : subvention supplémentaire pour les projets innovants/démonstrateurs (150 000€ max.) Animation et accompagnement stratégique / technique assuré par Local Energy Scotland dans le cadre du programme |
| PROJETS SOUTENUS | Résultats : 10 projets soutenus en 2017, 20-30 projets en 2019 Enveloppe : 2,6M€ en 2019 | Objectif : 100 projets d'ici la fin de la mandature Résultats (mi-2019) : 35 projets soutenus Pas d'enveloppe fixe | Résultats (fin 2018) : 26 projets soutenus Enveloppe annuelle : 100 000€ (ADEME) + 200 000€ (Région) | Résultats (mi-2018) : 600 projets soutenus Enveloppe : 5M€ pour 2018-2019 |

Le benchmark⁵ permet de réaffirmer la pertinence du modèle « en deux temps » - soutien à l'émergence (aide aux études...), soutien au développement (prime à la participation), dont l'Occitanie a été le précurseur en France. Ce modèle, adopté et adapté par toutes les autres Régions françaises s'étant engagé sur la voie d'un appel à projets, semble ainsi correspondre aux principales problématiques qui semblent compliquer le développement des EnR citoyennes en France, et plus largement en Europe.

S'il semble à première vue que la dynamique EnR citoyennes en Occitanie ne témoigne pas d'une maturité suffisante pour envisager d'évoluer vers un modèle d'intégration totale aux marchés de l'énergie à la manière de l'expérience écossaise, la Région et l'ADEME

⁵ Le benchmark est consultable dans le livrable 2

pourraient éventuellement envisager une évolution des modalités techniques de l'appel à projets en fonction d'arbitrages nouveaux. Les retours d'expérience des autres Régions françaises pourront être un point de départ pour redéfinir les critères de participation citoyenne, ou encore la nature et le niveau des soutiens financiers proposés aux lauréats.

À terme, **le dispositif occitan pourra se nourrir des réflexions initiées ou suggérées par les autres Régions** engagées sur le sujet des EnR citoyennes. En particulier, il semble intéressant de creuser trois pistes :

- Premièrement, **l'opportunité de faire évoluer l'appel à projets vers un « bonus citoyens »** dans des dispositifs plus généraux de soutien aux EnR (ex : AAP par filière). Cette méthode, inspirée des appels d'offres CRE (pour lesquels elle semble avoir produit des résultats, voir 2.1), pourrait permettre de **mieux adapter la réponse régionale à chaque projet**. La Région Auvergne-Rhône-Alpes pourrait être associée à des discussions à ce sujet ;
- Deuxièmement, **la question de l'implication des territoires et des collectivités locales** dans la dynamique des EnR citoyennes. Une implication renforcée des collectivités pourrait être un levier pour les aider à se saisir pleinement des sujets de transition énergétique (dans le sens de la démarche REPOS régionale), à se positionner comme animateur stratège de leur territoire en matière de développement EnR, en particulier pour aller au-delà des démarches réglementaires (type PCAET). Un « mariage » plus fréquent des porteurs de projets avec les collectivités pourrait également conduire à une sécurisation du financement et des modèles économiques des coopératives EnR citoyennes, comme semblent le penser la DR ADEME et la Région Nouvelle-Aquitaine ;
- Troisièmement, **la question du « modèle de société »** sous-jacent à l'idée d'investissement citoyen. En cela, il convient de définir si la politique régionale de soutien aux coopératives et collectifs EnR devrait prêter une **attention renforcée à la promotion de démarches intégrées**, c'est-à-dire encourageant une prise en compte globale des questions de transition énergétique : par exemple des démarches d'autoconsommation, garantes d'une véritable **réappropriation citoyenne de l'énergie** (au-delà de la simple mécanique de financement participatif et de gouvernance des sociétés de projet). La Région Île-de-France pourrait être intéressée pour creuser cette piste.

4.2 Le scénario de recommandations envisagé

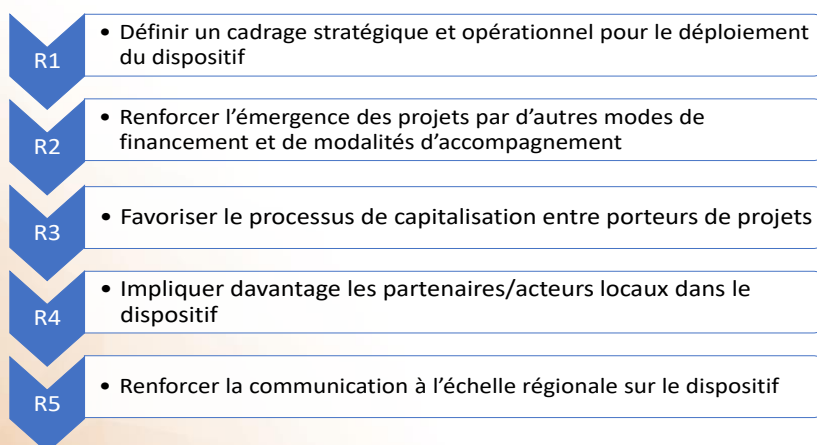
L'élaboration des recommandations s'est appuyée sur la base des livrables 1 et 2 issu de la phase de collecte mais également sur la base de l'animation d'un atelier en comité de pilotage et de choix faits par la Région de se donner l'ambition d'atteindre 500 projets et 100 000 actionnaires à 2030.

Au regard des conclusions de l'évaluation, un scénario de recommandations a été identifié par les membres du comité de pilotage :

• Le scénario de recommandations envisagé : « La mise en capacité des acteurs »

| Objectifs | <ul style="list-style-type: none"> Renforcer l'encapacitation des porteurs de projets en les aidant à monter les dossiers et à atteindre la phase de financement Travailler sur la dimension citoyenne de l'appropriation de la transition énergétique à l'échelle locale Soutenir et poursuivre la dynamique des projets existants |
|-------------------------------|---|
| Avantages | <ul style="list-style-type: none"> Montée en compétences des individus Fort ancrage local Participation des citoyens au capital des projets Appropriation locale et citoyenne de la transition énergétique |
| Inconvénients | <ul style="list-style-type: none"> Une articulation et synergie avec les acteurs locaux qui peut être limitée/complexes Des retombées locales en termes d'emplois qui peuvent être limitées |
| Conditions de réussite | <ul style="list-style-type: none"> Moyens mis à disposition pour un accompagnement fin des porteurs de projets pour les phases d'émergence et de développement mais aussi pour anticiper la transmission à d'autres personnes (pérennisation). Cela fait appel à différents types de compétences de la part de la Région et de ses partenaires. Simplification des procédures administratives, facilitation des approches de type « à guichet unique » qui regroupe différents types de conseil (juridique, administratif, financier, technique, gestion de projet, management...) Dynamique de partage et de mise en réseau entre porteurs de projets à l'échelle régionale |

Afin de déployer le scénario de recommandations, plusieurs axes opérationnels ont été identifiés :



Chacune des modalités opérationnelles est présentée ci-dessous :

- **R1 : Définir un cadrage stratégique et opérationnel pour le déploiement du dispositif**

Objectifs de la recommandation

- **Définir une vision commune et partagée du dispositif à l'échelle régionale en vue d'atteindre l'objectif de « 500 projets pour 100 000 citoyens actionnaires en 2030 »**

Modalités opérationnelles

- Elaborer une feuille de route stratégique et opérationnelle ADEME/Région sur le dispositif pour juin 2020
- Expliciter des objectifs stratégiques et opérationnels communs et partagés
- Définir les moyens afférents (humains, financiers, partenariat) à la mise en place de chacun des objectifs
- Mettre en place un dispositif de suivi/évaluation du dispositif

| Coût | Délais de mise en œuvre | Facilité de mise en œuvre |
|--------------|-------------------------|--|
| Faible 📉 / € | Court terme 🕒 | Points de blocage: Partage d'objectifs communs |

- **R2 : Renforcer l'émergence des projets par d'autres modes de financement et de modalités d'accompagnement**

Objectifs de la recommandation

- **Renforcer l'émergence des projets en vue d'atteindre l'objectif de « 500 projets pour 100 000 citoyens actionnaires en 2030 »**

Modalités opérationnelles

- Mettre en place un outil de financement pour faciliter l'émergence et le développement des projets (fonds citoyens régional, crowdfunding pour les petits projets ou en complément de plus gros projets...)
- Prioriser l'accompagnement d'ECLR sur les projets en phase d'émergence et de développement.
- Réfléchir à l'opportunité de mettre en place deux dispositifs (consolider l'existant et faire émerger de nouveaux porteurs)

| Coût | Délais de mise en œuvre | Facilité de mise en œuvre |
|-------------------|-------------------------|--|
| Faible ↑ / €€€ | Court terme ⌚ | Points de blocage: Ressources financières disponibles |

• R3 : Favoriser le processus de capitalisation entre porteurs de projets

Objectifs de la recommandation

- Favoriser le développement et les échanges de bonnes pratiques entre porteurs de projets
- Renforcer la réponse aux besoins techniques, juridiques et administratifs des porteurs de projets dans les différentes étapes de leur projet

Modalités opérationnelles

- Organiser des séminaires annuels entre porteurs de projets sur les évolutions techniques, juridiques et administratives liées aux projets EnRCC et mutualiser quand cela est possible (mission TUTO pour la cible élus)
- S'appuyer sur les réseaux d'animation TOTEN, le Club des territoires engagés TUTO...
- Identifier des porteurs de projets « vitrine » par territoire géographique pour informer les nouveaux porteurs de projets (« ambassadeur ») en s'appuyant sur la démarche de parrainage engagée par ECLR et en approfondissant la possibilité de learning expedition ou d'un « tour »
- Compléter la boîte à outils sur les EnRCC animé par ECLR avec la mise à disposition d'un parcours « type » en fonction du type de filière sélectionnée

| Coût | Délais de mise en œuvre | Facilité de mise en œuvre |
|----------------|-------------------------|---------------------------|
| Faible ⬇ ⬆ / € | Moyen terme ⌚ | Points de blocage: ? |

• R4 Impliquer davantage les partenaires/acteurs locaux dans le dispositif

Objectifs de la recommandation

- Faciliter l'émergence et le développement des projets avec des relais locaux
- Renforcer l'implication des acteurs locaux (départements, syndicats, collectivités locales) dans la mise en œuvre du dispositif

Modalités opérationnelles

- Mise en place d'un partenariat ADEME, Région, Etat, Territoires pour renforcer la coopération inter-institutionnelle.
- Définir des partenariats locaux pouvant être des relais de la politique régionale (Syndicats d'énergie, réseaux EEDD, Chambre régionale ESS, ...)
- Co-signer une charte d'engagement avec l'Etat, les collectivités locales pour soutenir les projets EnRCC
- Sensibiliser les collectivités engagées dans une démarche énergie-climat (PCAET, TEPOS, TEPCV...) aux projets EnRCC
- Accompagner les collectivités à mettre en place des stratégies foncières à destination des EnR

| Coût | Délais de mise en œuvre | Facilité de mise en œuvre |
|--------------|-------------------------|---|
| Faible ↓ / € | Court terme ⌚ | Points de blocage: Dépend de la volonté des collectivités |

• R5 Renforcer la communication à l'échelle régionale sur le dispositif

Objectifs de la recommandation

- Améliorer la visibilité du dispositif auprès des citoyens et collectivités locales

Modalités opérationnelles

- Mettre en place une campagne de communication sur les EnRCC à l'échelle régionale (informations sur les sites internet ADEME, Région, ECLR, collectivités signataires de la charte, radio, affiches...) à chaque lancement d'AMI
- Redéfinir l'expression « Energie Coopérative et citoyenne » afin d'améliorer la visibilité du dispositif auprès des collectivités (en testant la terminologie auprès de citoyens profanes notamment)

| Coût | Délais de mise en œuvre | Facilité de mise en œuvre |
|---------------|-------------------------|---------------------------|
| Faible ↓ / €€ | Court terme ⌚ | Points de blocage: ? |

4.3 Le système de suivi du dispositif à mettre en place

Le tableau de suivi a pour objectif de servir au pilotage de l'AAP et à préparer la réalisation des prochaines évaluations. L'objectif est de disposer d'un tableau de suivi simple, où chaque projet est renseigné. Il est complété par un 1er jeu de questions évaluatives qui pourront orienter la prochaine évaluation et être alimentées par les indicateurs renseignés préalablement. Tant le tableau de suivi que les questions évaluatives devront être revus dans le cadre du travail d'élaboration de la feuille de route.

Les critères pour définir les indicateurs :

- **La disponibilité** : trouver des indicateurs qui soient renseignables (la disponibilité des données doit être testée avant que l'indicateur soit choisi).
- **La précision** : un indicateur a pour objectif de donner des éléments d'informations visant à accompagner une démarche de réflexion préalablement définie. En ce sens, l'indicateur doit permettre de donner des informations suffisamment précises (il ne s'agit pas de disposer de données trop larges difficiles à analyser).
- **L'utilité** : il ne sert à rien d'avoir une batterie trop grande d'indicateurs, il vaut mieux en choisir quelques-uns, jugés les plus pertinents car les plus à même de fournir les éléments d'information en adéquation avec la question que l'on se pose. Ils doivent correspondre aux objectifs et aux résultats attendus.

Le tableau de suivi permettra de renseigner les éléments suivants par projet au travers de 4 onglets :

- 1) **Caractéristiques du projet** : Description des principales caractéristiques du projet
- 2) **Indicateurs de réalisations** : Ils servent à vérifier si les actions prévues ont été ou non réalisées. Il s'agit ici principalement des actions mises en place par l'ADEME, la Région, EC'LR
- 3) **Indicateurs de résultats** : Les indicateurs de résultats servent à mesurer le produit immédiat d'une action ou d'une série d'actions pour leurs destinataires directs. Dans le cas présent, les résultats correspondent aux différentes actions mises en place par les porteurs de projet.
- 4) **Indicateurs d'impacts** : Ces indicateurs se rapportent aux objectifs finaux et aux orientations stratégiques du dispositif. Ils servent à mesurer les effets du dispositif et ont une portée plus générale. Ils visent l'ensemble des destinataires, directs et indirects.

En termes de modalités de remplissage, il s'agira de :

- Finaliser la mise en place d'un outil de suivi partagé pour faciliter la gestion des porteurs de projets par les partenaires

- Identifier un acteur pour collecter les données pour remplir le tableau de suivi
- Mettre en place un système de fiche navette simple et courte et prenant en compte l'état d'avancement du projet à envoyer régulièrement aux porteurs de projets (au moins une fois par an) afin que les éléments puissent être mis à jour

| Nom du projet... | |
|---|-----|
| Date de remplissage:... | |
| Nom : | |
| Prénom : | |
| Consigne:... | |
| Eléments à définir (qu'est ce qu'on entend par « prestataire », « manifestation »...) : ... | |
| Nombre de prestataires mobilisés | ... |
| Nombre de manifestations/d'évènements mis en place | ... |
| Nombre de personnes présentes aux évènements de sensibilisation et de communication | ... |

Figure 11 Exemple d'une fiche de recueil d'information pour indicateurs de résultats auprès de porteurs de projets en phase d'émergence

• Les indicateurs liés aux caractéristiques du projet

| Caractéristiques des projets | Source |
|--|------------------------------|
| Nom de la société de projet / du porteur de projet | Porteurs de projet |
| Nom ou n° du projet | Porteurs de projet |
| Statut avancement | Porteurs de projet |
| Commentaires avancement | Porteurs de projet+ ADEME/CR |
| Département de localisation | Porteurs de projet |
| Code INSEE commune | Porteurs de projet |
| Date de candidature | Porteurs de projet |
| Année de sélection si lauréat AAP/AMI | Porteurs de projet |
| Description rapide du projet | Porteurs de projet |
| Type de production | Porteurs de projet |
| Nom du maître d'ouvrage | Porteurs de projet |
| N°SIRET | Porteurs de projet |
| Typologie du porteur de projet | Porteurs de projet |
| Capacité de production (kW) | Porteurs de projet |
| Type de société | Porteurs de projet |
| Production annuelle prévisionnelle (kWh) | Porteurs de projet |
| Montant d'investissement global | Porteurs de projet |
| Montant des aides demandées | Porteurs de projet |
| Montant des aides acceptées | ADEME/CR |

• Les indicateurs de réalisations

| Indicateurs de réalisations | | Source |
|-----------------------------|--|--------------|
| Phase Emergence | Nombre d'évènements de communication en faveur des EnrCC | ADEME/Région |
| | Nombre de candidature reçues | ADEME/Région |
| | Nombre de projets sélectionnés | ADEME/Région |
| | Nombre de projets accompagnés en phase d'émergence | ECLR |
| | Montant d'aides versés étude AMO par financeur | ADEME/Région |
| | Montant d'aides versés étude juridique & financier par financeur | ADEME/Région |
| | Montant d'aides versés étude concertation par financeur | ADEME/Région |
| | Montant d'aides versés étude technique par financeur | ADEME/Région |
| | Montant d'aides versés étude prestataires par financeur | ADEME/Région |
| Phase de développement | Nombre de projets accompagnés en phase de développement | ECLR |
| Phase d'investissement | Montant de prime versé | ADEME/Région |
| | Nombre de projets accompagnés en phase d'investissement | ECLR |
| Phase d'exploitation | Nombre de projets accompagnés en phase d'exploitation | ECLR |
| Toutes les phases | Montant subvention Région | ADEME/Région |
| | Montant subvention ADEME | ADEME/Région |

• Les indicateurs de résultats

| Indicateurs de résultats | | Source |
|--------------------------|---|--------------------|
| Phase Emergence | Nombre de prestataires mobilisés | Porteurs de projet |
| | Nombre de manifestations/d'évènements mis en place | Porteurs de projet |
| | Nombre de personnes présentes aux évènements de sensibilisation et de communication | Porteurs de projet |
| Phase de développement | Nombres d'études mises en place | Porteurs de projet |
| | Nombre d'enquêtes publiques | Porteurs de projet |
| | Montant de levée en fond propre | Porteurs de projet |
| | Nombre d'études d'impacts réglementaires produites | Porteurs de projet |
| | Nombre de partenaires locaux associés au projet | Porteurs de projet |
| | Autorisation administrative accordée | Porteurs de projet |
| Phase d'investissement | Nombre de citoyens actionnaires | Porteurs de projet |
| | Nombre de collectivités actionnaires | Porteurs de projet |
| | Nombre de partenaires locaux (PME, asso, etc.) actionnaires | Porteurs de projet |
| | Montant d'investissement participatif par type d'investisseurs | Porteurs de projet |
| | Montant de fond propre rassemblé | Porteurs de projet |
| Phase d'exploitation | Production annuelle KW | Porteurs de projet |
| | Chiffre d'affaire annuel | Porteurs de projet |
| | Montant total dette (banque et dette participative) | Porteurs de projet |
| | Revenu net distribuable | Porteurs de projet |
| Toutes les phases | Autre accompagnateur sur la dimension "participative" | Porteurs de projet |
| | Partenaire technique | Porteurs de projet |
| | Coût du bénévolat | Porteurs de projet |
| | Volume d'heures bénévoles/an | Porteurs de projet |

• Les indicateurs d'impacts

| Indicateurs d'impacts | | Source |
|-----------------------|---|--|
| Phase exploitation | Nombre d'ETP créés au sein de la société | Porteurs de projets |
| | Perception des porteurs de projets sur le maintien des activités économiques liées aux projets | Enquête |
| | Nombre de nouvelles actions mises en faveur de la TEE | Porteurs de projets |
| | Type de nouveaux partenariats créés | Porteurs de projets |
| | Nombre de sollicitations pour des retours d'expériences | Porteurs de projets |
| | Nombre d'autres projets EnRCC accompagnés | Porteurs de projets |
| | Nombre de nouveaux projets créés | Porteurs de projets |
| | Type de nouveaux projets créés | Porteurs de projets |
| | Perception des porteurs de projets sur l'acceptation sociale des projets EnRCC | Enquête |
| | Perception sur l'émergence d'une dynamique TEE par les acteurs locaux sur le territoire | Enquête |
| | Perception des porteurs de projets sur le renforcement du lien social sur leur territoire | Enquête |
| | Perception des porteurs de projets sur l'attractivité du territoire | Enquête |
| | Perception des porteurs de projet sur l'acculturation des questions ENR et de TEE sur le territoire | Enquête |
| | Ratio par KW | Porteurs de projets |
| | Emissions de Co ² | Porteurs de projets (Calculateur carbone Good Planete) |
| | Evolution de la part des ENR dans la production d'énergie totale locale (en volume et en valeur) | Porteurs de projets |

• Les questions évaluatives

Plusieurs questions évaluatives peuvent être suggérées à ce stade pour le futur suivi et l'évaluation du dispositif actuel. Pour autant, **ces dernières devront être affinées au regard des choix stratégiques qui seront retenus par la Région et l'ADEME sur le futur du dispositif (cf Recommandation 1).**

1. Dans quelle mesure l'AMI (modalités de passation, objectifs, critères) permet-il de répondre aux besoins des porteurs de projets et aux enjeux locaux d'appropriation de la transition énergétique ?
2. Dans quelle mesure les modalités de partenariat entre la Région, l'ADEME, ECLR et les partenaires sont-elles cohérentes pour répondre aux objectifs de l'AMI ?
3. Les modalités de l'AMI s'articulent-elles avec les autres dispositifs de soutien financier et technique à l'échelle locale, régionale et nationale pour le développement des projets d'ENR coopératifs et citoyens ?
4. Les objectifs définis dans le cadre de l'AMI ont-ils été atteints ? Dans quelle mesure les impacts socio-économiques de l'AMI contribuent-ils aux enjeux locaux de la transition énergétique ?

5 Annexe

5.1 Liste des entretiens de cadrage

| Nom Prénom | Fonction | Structure |
|-------------------------|---|-----------------------|
| VIENOT Raphaëlle | Directrice adjointe Transition énergétique et Économie Circulaire | Région Occitanie |
| GUILLOT Frédéric | Directeur Régional Délégué | ADEME DR Occitanie |
| DOULAIN Alenka | Animatrice du réseau | ECLR Occitanie |
| BOUMARD Erwan | Directeur - Énergie Partagée Investissement | EPI /EnRciT |
| BASTY Claire | Directrice de la Division Energie Air Est | DREAL |
| Frédéric PEREIRA | Chargé de mission EnR | PNR du Haut Languedoc |
| Arno Foulon | Animateur national | EP |

5.2 Bibliographie

- Appel à projets Pour la production d'énergies renouvelables coopératives et solidaires en Languedoc-Roussillon, DR ADEME Languedoc-Roussillon, Région Languedoc Roussillon, 2014
- Appel à projets Énergies coopératives et citoyennes, DR Occitanie, Région Occitanie, 2016
- Appel à projet régional Energies renouvelables Coopératives et citoyennes pour une Région à Energie Positive, DR Occitanie, Région Occitanie, 2017
- La Région à Energie Positive, Appel à projets 2018 « Énergies renouvelables coopératives et citoyennes, DR Occitanie, Région Occitanie, 2018
- Délibération N°2017/AP-DEC/03, Région Occitanie, Assemblée plénière du 20 décembre 2017
- Délibération N° °2016/AP-NOV/06, Région Occitanie, Assemblée plénière du 28 novembre 2018
- Charte Régionale de la citoyenneté active, Région Occitanie, Mars 2018
- Devenir une Région à Energie positive, Région Occitanie, 2018
- Evaluation des impacts socio-économiques du scénario « Région à Energie Positive » de l'Occitanie, Synthèse communicante, DR ADEME Occitanie, Région Occitanie, Icare, OFCE, AREC Occitanie, 2018
- Scénario Région à Energie Positive, Région Occitanie, 2017

- Séminaire annuel « Pour une région à Energie Positive », Région Occitanie, 2018
- Scénario Repos 2018, Note de cadrage « indicateur citoyen », Izuba Energie, 2018
- Note de cadrage, Evaluation des retombées économiques locales des projets EnR citoyens, Energie Partagée, 2019
- Evaluation des retombées économiques locales des projets EnR citoyens, Comité de pilotage n° 3, Energie Partagée, Juillet 2019
- Questionnaire, Evaluation des retombées économiques locales des projets EnR citoyens, Energie Partagée, 2019
- Les projets d'énergies renouvelables participatifs et citoyens en France, Evaluation des dynamiques en cours et recommandations pour l'avenir, Séminaire d'experts, IDDRI, 2019
- Les projets participatifs et citoyens d'énergies renouvelables en France, Séminaire d'experts du 20 mars 2019, Andreas Rüdinger IDDRI, Mars 2019
- Les projets participatifs et citoyens d'énergies renouvelables en France, , Andreas Rüdinger IDDRI, Mai 2019